

Convention financière

Réalisation du Parc des Expositions de Strasbourg en synergie avec le Palais de la Musique et des Congrès – Pierre PFLIMLIN

Entre :

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil Départemental du 2 avril 2015,

ci-après dénommé « le Département »,

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son président Monsieur Robert HERRMANN, habilité pour ce faire par une décision du Conseil Eurométropolitain en date du 22 décembre 2017.

ci-après dénommé « le bénéficiaire ».

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération CD/2018/014 du 28 mai 2018 approuvant le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2018-2020,

Vu le Règlement Financier du Département du Bas-Rhin,

Vu la décision du Conseil Départemental du 4 novembre 2019 confirmant la participation financière départementale à la réalisation Parc des Expositions de Strasbourg,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans un contexte de plus en plus compétitif entre les métropoles positionnées sur le marché de la rencontre économique, un nouveau Parc des Expositions sera réalisé en vue d'accueillir des salons, des congrès, des expositions d'un niveau international.

Le projet de nouveau Parc des Expositions s'intègre dans un projet plus global, "Wacken Europe", qui permettra la synergie avec le Palais de la Musique et des Congrès et accompagnera le développement du quartier d'affaires international Archipel.

Le Conseil Départemental s'est engagé fortement dans la réalisation de cet équipement majeur dans le cadre du contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2018-2020 et confirme une participation d'un montant de **6 500 000 €** en faveur de la réalisation du Parc des Expositions de Strasbourg.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de financement par le Département du programme d'investissement ci-dessous énuméré :

Réalisation du Parc des expositions de Strasbourg, en synergie avec le Palais de la Musique et des Congrès

Cette réalisation est prévue en 2 tranches dont les coûts prévisionnels sont mentionnés à l'article 4 :

- une tranche ferme comprenant la réalisation de 4 Halls d'exposition et d'un parking;
- une tranche optionnelle comprenant la réalisation d'un 5^{ème} Hall complémentaire.

Le Département s'engage à apporter une aide financière d'un montant maximum de **6 500 000 €**, soit **10%** du montant éligible mentionné à l'article 3.

La subvention du Département devra uniquement être employée pour réaliser le programme d'investissement tel que précisé ci-avant.

Le Département n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide départementale

2.1. La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

2.2. Le programme d'investissement doit être achevé et payé et la demande de solde doit être envoyée par le bénéficiaire au Département au plus tard le **31/12/2023**, sauf prolongation dûment autorisée par le Département.

A défaut d'effectuer la demande de versement du solde dans le délai susvisé, le solde de la subvention sera automatiquement annulé.

Article 3 : Détermination du montant éligible et de son financement

Le coût total estimé éligible du programme d'investissement sur la durée de la convention est évalué à **65 millions d'euros HT**, conformément au montant retenu au Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2018-2020.

Budget prévisionnel acté au contrat triennal Strasbourg capitale européenne :

| Total au contrat (M€) | État | Eurométropole | Ville de Strasbourg | Région Grand-Est | Département du Bas-Rhin |
|------------------------------|-------------|----------------------|----------------------------|-------------------------|--------------------------------|
| 65,00 | 3,8 | 34,7 | 10 | 10 | 6,5 |
| | 6% | 54% | 15% | 15% | 10% |

Les dépenses prévisionnelles en phase APS comportent une tranche ferme de **66 584 994 € HT** qui se décompose comme il suit :

| Tranche ferme | Dépenses |
|---------------------------------|---------------------|
| Fondations, gros œuvre | 11 933 650 € |
| Clos et couvert | 22 873 896 € |
| Equipements techniques | 13 521 903 € |
| Finitions | 6 667 545 € |
| Total travaux | 54 996 994 € |
| Etudes Maîtrise d'œuvre | 8 979 000 € |
| Autres missions | 2 609 000 € |
| Total dépenses éligibles | 66 584 994 € |

Les travaux de la tranche optionnelle (5^{ème} hall) sont estimés à un montant de **9 837 576 € HT**, (valeur décembre 2018).

Article 4 : Détermination de la contribution financière

4.1. Le Département contribue financièrement pour un montant maximal de **6,5 millions d'euros**, équivalent à **10%** du montant total de 65 millions d'euros de coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision.

4.2. Les montants prévisionnels maximaux des contributions financières du Département s'élèvent à :

- **Pour l'année 2019 : 1 000 000 €** à la signature de la convention;
- **Pour l'année 2020 : 3 000 000 €** sur appels de fonds accompagné d'un état des dépenses intermédiaire ;
- **Pour l'année 2021 : 2 000 000 €** sur appels de fonds accompagné d'un état des dépenses intermédiaire ;
- **Pour l'année 2022 : 500 000 €** sur production du décompte général définitif.

4.3. Les contributions financières du Département mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve du vote de crédits de paiement par le Département.

Si les crédits votés sont inférieurs au montant prévu par la convention, le Département en informe le bénéficiaire et lui notifie le montant maximum de sa contribution pour l'année considérée. Le montant des versements annuels prévus dans l'échéancier détaillé à l'article 4.2 est ajusté, sans nécessité d'avenant, pour permettre le versement total de la subvention à la date de fin prévue à l'article 2.2 et 4.2.

4.4. Le Département peut modifier, à la demande du bénéficiaire, l'échéancier de versement mentionné au paragraphe 4.2 en cas de retard dans l'exécution du programme d'investissement. Lorsque le retard n'a pas d'impact sur la date de fin mentionnée à l'article 2.2, l'échéancier de versement du Département est modifié, sans nécessité de signer un avenant ; le montant des versements annuels étant ajusté de sorte à permettre le versement de la totalité de la subvention à la date de fin prévue à l'article 2.2 et 4.2.

Lorsque le retard conduit à dépasser la date mentionnée à l'article 2.2 et 4.2, un avenant fixe le nouvel échéancier.

Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision.

Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière

5.1. Le Département peut limiter le nombre de versements au bénéficiaire à deux par an ; ils sont effectués sur présentation des justificatifs indiqués à l'article 6.

5.2. Le montant des acomptes et du solde est calculé en multipliant le montant des dépenses éligibles certifiées exactes par le taux de subvention départementale indiqué à l'article 4.1., déduction faite de l'éventuelle avance et des acomptes déjà versés.
Le montant versé est calculé au prorata de la réalisation effective de l'opération.

Si une avance a été versée, l'acompte qui suit le versement de cette avance ne peut intervenir que sur production des pièces justifiant de l'utilisation intégrale de l'avance.

Article 6 : Justificatifs

6.1. Les versements des acomptes et du solde sont effectués sur production d'états récapitulatifs des dépenses certifiées exacts par le responsable légal et par le trésorier payeur.

Le bénéficiaire doit produire, pour les subventions pluriannuelles, au moins un état récapitulatif de dépenses par an, sous peine de sanctions prévues à l'article 9.

6.2. Le décompte général et définitif est transmis par le bénéficiaire dès qu'il en dispose.

6.3. Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à fournir compte-rendu financier équilibré en dépenses et en recettes, détaillé par exercice en cas de projet pluriannuel attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, et d'un rapport d'activité. Le compte-rendu financier doit être certifié exact.

Article 7: Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er} ;

- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- à faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services du Département de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès aux pièces justificatives et autres documents ;
- à maintenir la destination de l'investissement spécifié à l'article 1^{er} pendant la durée équivalente au plan d'amortissement, sous peine de s'exposer à un remboursement de l'aide départementale au *pro rata temporis* du nombre d'années manquantes pour maintenir la destination du bien pendant la durée d'amortissement ;
- et/ou à ne pas céder le bien immobilier subventionné, avant l'expiration d'un délai de 10 ans suivant le dernier versement de l'aide, sous peine de devoir reverser l'aide départementale au *pro rata temporis* du nombre d'années séparant la cession du bien et l'expiration du délai de 10 ans suivant le dernier versement de l'aide.

Article 8 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide départementale, le bénéficiaire doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier du Département selon les moyens de communication dont il dispose.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Département du Bas-Rhin sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Département, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Département.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre, etc.), le bénéficiaire devra systématiquement, d'une part faire apparaître le concours du Département sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation, etc.) et d'autre part adresser une invitation au Département pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu. Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte ou solde) et / ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures...).

Article 9 : Interruption et reversement de l'aide financière

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du Département ;
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

Le Département en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : Résiliation

10.1. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

10.2. Pour la préservation de l'intérêt général, le Département ou le bénéficiaire, peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 12 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Payeur Départemental du Bas-Rhin - Hôtel du Département - Place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex 9.

Article 13 : Application supplétive du règlement financier départemental

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les règles du règlement financier départemental dont le contenu est accessible sur le site internet du Département à l'adresse suivante : www.bas-rhin.fr

Article 14 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège du Département.

Fait en deux exemplaires à Strasbourg, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil départemental
du Bas-Rhin,

Pour le bénéficiaire,
Le Président de l'Eurométropole de
Strasbourg

Frédéric BIERRY

Robert HERRMANN